



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de Presse

19 août 2015

L'Intersyndical de la JIRAMA passe à l'acte. La coupure de l'électricité et de l'eau courante au sein du ministère de l'Eau et de l'Hygiène est à la Une des quotidiens. La tension monte d'un cran, surtout que les grévistes ne comptent pas en rester là mais prévoient également de mettre ministères, sociétés, administrations publiques voire universités dans le noir. Les journaux d'opinion évoquent déjà une perspective d'implosion sociale.

Processus électoral

DEBUT DE CONSULTATIONS SUR LA CENI

L'Etat engage la procédure en vue de la mise en place du successeur de la CENI-T. Une réunion de consultation entre les membres de la société civile et le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation est effectivement prévue ce vendredi, avec pour ordre du jour, la création de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Pour l'heure, les principaux OSC affirment ne pas avoir encore reçu leurs invitations concernant cette réunion, néanmoins, ils comptent s'exprimer sur sa composition, sur son indépendance financière et sur la mise en place de ses démembrements au niveau des fokontany.

(L'Express de Madagascar p.5)

- « Il ne faudra plus que la future CENI dépende du gouvernement dans sa gestion financière, son budget devrait d'ailleurs figurer dans la Loi de Finances » soutient Ernest Razafindraibe, président du KMF/CNOE. (L'Express de Madagascar p.5)

REACTIONS DANS L'ATTENTE DES RESULTATS OFFICIELS DES COMMUNALES

- « L'inscription Neny au niveau du bulletin unique constitue une entorse flagrante au principe d'égalité de traitement de tous les candidats » réitère Lalatiana Rakotondrazafy, de l'association Freedom, dans une interview accordée à **Midi Madagasikara**. La candidate numéro 9 y fait état de nombreuses irrégularités lors du scrutin : rajout à grande échelle sur la liste électorale, bourrage d'urnes, existence de bureaux de vote fictifs, interdiction d'accès aux bureaux de vote pour les délégués de Freedom... Elle attend donc que le tribunal administratif décide de l'annulation des voix obtenues par Lalao Ravalomanana et des opérations électorales, pour éviter notamment une nouvelle crise post-électorale. (p.3)
- Face à la tension qui monte dans l'attente des résultats officiels des élections communales, le KMF/CNOE lance un appel au calme et ce, bien qu'il y ait eu plusieurs lacunes dans l'organisation du scrutin. (**Midi Madagasikara p.3**)
- Marc Standing Raminintseheno, candidat provisoirement élu à Mahatalaky et Miha Famantara, provisoirement en tête à Ankariera, dans l'Anosy, ont saisi le bureau national de leur parti : Leader Fanilo sur les menaces à peine voilées lancées par les candidats vaincus et se rapportant à l'éventualité de changement des résultats. Ils s'en remettent ainsi au tribunal administratif et espèrent que cette juridiction confirmera les résultats provisoires publiés par la Section Adhoc Inter Régionale (SADIR). (**Madagascar Laza p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- « Si le tribunal administratif et financier se laisse influencer, les résultats des communales pourraient être la goutte d'eau qui fera déborder le vase » a réagi Soava Andriamarotafika dans une interview accordée à **Madagascar Matin**. Le journaliste a décrit à quel point la situation actuelle est sensible. « La population est fatiguée de vivre dans l'insécurité, dans la faim et la pauvreté...Il suffit d'une petite étincelle pour déclencher un mouvement populaire ». (p.5)

Politique interne

LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ECARTÉE

« Je le réitère, le pays a besoin d'apaisement et relance mon appel à ériger une majorité autour de mon programme ». De retour de Gaborone, hier soir, le Président de la République a écarté la dissolution de l'Assemblée nationale. Pour parvenir à un apaisement politique, il compte entreprendre une opération de séduction auprès des députés avec comme arguments, son programme politique et les performances du parti HVM aux communales. Questionné à deux reprises sur la perspective de remaniement du gouvernement, le Chef de l'État est resté évasif. « Voyons d'abord ce que donnent les négociations et nous verrons après ce qu'il en sera (du remaniement). Cela dépendra des discussions dans le cadre du Pacte de responsabilité ». (L'Express de Madagascar p.3, Midi Madagasikara p.2, Les Nouvelles p.3, Tia Tanindrazana p.3)

- « Le Pacte de responsabilité n'est pas nécessaire si les institutions s'engagent à assumer leur responsabilité selon les principes et l'éthique défendus par la Constitution » avance **Midi Madagasikara** dans son éditorial. Le quotidien estime qu'il est impératif de mettre un terme aux détournements d'ordre du jour à l'Assemblée nationale, mais aussi avec cette majorité instable. « Les députés doivent choisir définitivement leur camp politique ». (p.2)
- « Il faut cesser de rafistoler des signatures engageant uniquement un député pour éviter les formes d'instabilité » opine Jean Brunelle Razafintsandraofa, parlementaire Mapar, qui dénonce l'inefficacité de cette méthode adoptée depuis la mise en place du gouvernement Kolo Roger. Le parti d'Andry Rajoelina suggère ainsi l'adoption d'un système d'approche-parti qui engagera chaque formation politique à assurer la stabilité politique non-seulement au sein de l'Assemblée nationale mais également dans toutes les institutions. Touchant mot concernant le Pacte de responsabilité, le député d'Ikongo rappelle qu'il s'agit d'une décision de justice qu'il faut obligatoirement appliquer. **Madagascar Laza (p.3)**
- Les députés issus du Mapar réitèrent que tout accord devrait prendre en compte le respect de la Constitution, notamment de l'article 54, relatif à la nomination du Premier ministre. (**Les Nouvelles p.3**)
- « La mise en œuvre du Pacte de responsabilité dépend des résultats des communales. Si les discussions s'y rapportant ont été reprises après les élections communales, c'est que les acteurs concernés, c'est-à-dire les institutions mais également les entités politiques qui les cautionnent, entendent orienter le contenu dudit Pacte en fonction du rapport de force qui s'en dégagerait » s'exprime le juriste Imbiki Anaclet. (**Les Nouvelles p.3**)
- Le Pacte de responsabilité, se présentant sous la forme d'un document de trois pages, est quasi-bouclé. C'est ce qu'ont laissé entendre des députés proches du régime. Jusqu'ici, le contenu est

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



gardé secret pour éviter toute interprétation négative. Des indiscretions évoquent cependant une clause garantissant l'usage non-abusif des prérogatives de l'Assemblée nationale et de l'Exécutif ainsi que la non-ingérence entre les deux institutions. (Madagascar Laza p.3)

- Dénonçant la « faillite » de l'Etat, **La Vérité** évoque la nécessité, plus que jamais, pour les acteurs politiques de se réunir autour d'une table pour accoucher d'un accord sur la manière efficace de diriger le pays et éviter... une guerre civile. Le quotidien ne manque pas de souligner que la situation « explosive » actuelle est due à l'esprit d'ingratitude du régime en place qui a renié sa propre famille politique. Il annonce déjà que « ramener tout le monde à la raison est une tâche titanesque qui requiert abnégation et humilité ». (p.3)
- « Pacte de responsabilité, pacte élargi ou pacte de stabilité... » **Takoritsika** est d'ores et déjà convaincu que l'objectif de ce document réside dans le partage des sièges en vue d'un éventuel et probable remaniement du gouvernement. Le quotidien pointe du doigt la méfiance qui règne entre les politiciens et ironise en proposant, « un fati-drà (pacte de sang), tant qu'on y est ? ». (p.3)

UN NOUVEAU DEPART DE LA RECONCILIATION NATIONALE

Le Conseil National de la Réconciliation (CNR) sera bientôt mis en place pour remplacer le Conseil pour la Réconciliation Malgache (CRM). Les membres du comité d'élaboration des textes sont déjà nommés tandis qu'un nouveau texte sera prêt dans peu de temps. Après avoir longtemps lutté pour la mise en place de cette institution, les réconciliateurs espèrent que l'ancien Président Albert Zafy revienne dans le processus de réconciliation. En effet, la participation de tous les acteurs politiques constitue une des garanties principales de la bonne marche du processus. Un membre du Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM) espère qu'Andry Rajoelina rebrousse également chemin et réintègre le processus. D'ailleurs, dès que les résultats des communales seront officialisés, le FFKM prévoit de tenir une réunion sur ce processus de réconciliation. (Les Nouvelles p.3)

- « La mise en place du comité de révision des textes régissant le Filankevitra Fampihavanana Malagasy constitue une étape importante à franchir pour concrétiser la réconciliation nationale » estime Roger Ralison, membre de la plateforme Hery Politika Mitambatra ou HPM. Il salue les efforts conséquents engagés par le pouvoir actuel pour asseoir la stabilité dans le pays. (Madagascar Laza p.2)

Economie et société

LE MINISTERE DE L'EAU ASSECHÉ ET DELÉSTÉ

Les grévistes de l'Intersyndical de la JIRAMA ont mis leur menace à exécution. Ils ont rejoint, hier, le siège du ministère de l'Eau à Ambohitatovo, munis d'une lettre qui leur permet d'entamer la coupure des compteurs. Après l'échec des négociations avec une responsable au sein du département, un technicien de la compagnie nationale a sectionné les fils électriques sur un poteau relié au bâtiment du ministère de l'Eau et entravé le bouchon conducteur d'eau. Les grévistes se sont ensuite dirigés vers Ampandrinomby pour procéder pareillement avec le ministère de l'Energie. Ils ont cependant décidé d'ajourner cette procédure étant donné qu'un responsable au sein du département a affirmé que leur facture a déjà été réglée. « Nous allons le vérifier, si ce n'est pas le cas, nous reviendrons pour procéder à la coupure, de même pour le ministère des Finances et du Budget à Antaninarenina » a annoncé Oliva Andrianalimanana,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



président de l'Intersyndical. Cette initiative ne s'abstiendra pas uniquement à ces trois ministères car toujours selon ce dernier, la coupure d'électricité sera également effective au niveau des administrations dans toutes les régions, toutes les collectivités, les universités et les sociétés ayant des arriérés. (L'Express de Madagascar p.7, Midi Madagasikara p.4, Les Nouvelles p.18, Madagascar Laza p.4, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.3, L'Observateur p.2, Tia Tanindrazana p.2)

- La Direction générale de la JIRAMA ainsi que l'aile syndicale qui conteste la grève dénoncent l'unilatéralisme de la décision de l'Intersyndical. « La Direction générale n'est pas impliquée dans cette coupure. Les syndicats ont pris cette décision eux-mêmes » a tonné Hery Bruno Nomenjanahary, Directeur général adjoint électricité. « Les syndicats qui ont procédé à cette coupure ont pris la décision sans le consentement des autres syndicats » a indiqué Haja Maminirina, Président du SAT -JIRAMA. (L'Express de Madagascar p.7)
- « Les syndicats doivent distinguer la revendication syndicale d'une revendication politique. Pourquoi procèdent-ils à une coupure d'électricité des ministères, alors que c'est l'Etat qui subventionne la JIRAMA ? » a grondé Hery Rajaonarimampianina, à son retour du sommet de la SADC, hier, à Ivato. (L'Express de Madagascar p.7, Madagascar Laza p.3)
- « La grève du personnel de la JIRAMA ne ressemble pas aux autres mouvements sociaux. Elle gagne en intensité et atteint maintenant sa phase critique » constate Les Nouvelles. Le quotidien a mis en avant le caractère inextricable du problème dans son éditorial. D'un côté, l'Intersyndical ne compte pas lâcher prise tant que l'Etat n'annule pas la concession privée de la centrale de Mandrozeza. D'un autre côté, l'Exécutif n'est plus le seul protagoniste dans l'affaire. « Il est difficile de croire que la société étrangère qui a obtenu le contrat, renonce facilement après toutes les procédures engagées » conclut le journal avec pessimisme. (p.3)
- Madagascar Matin est convaincu que l'Etat va « contre-attaquer en utilisant la force et procéder à des arrestations massives ». (p.3)
- « La JIRAMA coupe... Le public applaudit » commente La Gazette de la Grande île qui est loin de condamner cet « attentat » de l'Intersyndical. En frappant les ministères, les grévistes appliquent, selon le quotidien, le principe d'égalité et exercent leur droit, dans la mesure où les énormes arriérés des ministères sont à l'origine de la mauvaise santé chronique de la compagnie nationale. (p.3)

NOUVEAU CAS DE FRAUDE AU BACCALAUREAT A TOAMASINA

La deuxième journée du baccalauréat s'est déroulée dans le calme, excepté quelques anomalies comme celles relevées à Toamasina. Selon une source au sein du centre d'examen Lycée Jacques Rabemananjara, un candidat a été pris en flagrant délit de fraudes, en consultant des formules durant l'épreuve de mathématiques. L'incident s'est terminé par une agression physique d'un membre du personnel. Les forces de l'ordre ont, par contre, démenti les informations véhiculées sur les réseaux sociaux concernant l'arrestation de l'étudiant. Dans la capitale, Olivier Rakotoarison, directeur de l'office du baccalauréat de l'ex-province d'Antananarivo, a avancé qu'aucun rapport de fraude ne lui a été pour l'instant parvenu. (L'Express de Madagascar p.8, Midi Madagasikara p.18, Madagascar Laza p.5)

- En marge de sa descente au lycée technique et commercial d'Ampefiloha, Monique Rasoazanamera, ministre de l'Enseignement supérieur, a avancé que c'est le conseil de discipline qui statuera sur l'avenir de ces étudiants pris en flagrant délit de fraude. La ministre a par ailleurs

Leader du Consortium: Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



justifié le fort taux d'absentéisme par le désistement de certains étudiants, dont les candidats libres. (Midi Madagasikara p.18, La Vérité p.5)

- *Les responsables administratifs majungais ont procédé aux contrôles stricts des candidats dans la ville des Fleurs, pour prévenir les fraudes et les escroqueries. Ainsi, le port de masque « masonjoany », le foulard, les oreilles cachées (pour éviter les oreillettes ou écouteurs) ainsi que les appels téléphoniques en plein examen ont été interdits. La ponctualité est également de rigueur pour les surveillants et chefs de centre. (L'Express de Madagascar p.17)*
- *Madagascar Matin a une fois de plus relevé le fort taux d'absentéisme au baccalauréat. Le quotidien impute la faute au ministère de l'Enseignement supérieur qui, de son avis, n'a pas su prendre les bonnes décisions à temps face à la « menace terroriste » du syndicat des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur (SECES). Pour rappel, le syndicat avait menacé de boycotter l'examen du baccalauréat et ne pas accueillir les nouveaux bacheliers à l'université (p.4)*
- *La Vérité a particulièrement mis l'accent sur l'initiative de certaines organisations spéciales qui assurent l'appui des candidats malentendants au baccalauréat. Selon les explications, ces derniers sont accompagnés par des interprètes tout au long de la session. Leurs feuilles de copie seront traitées autrement, en présence des spécialistes en langage des signes. (p.5)*

SEULS 12% DES ELEVES CIBLES BENEFICIENT DE CANTINE SCOLAIRE.

« Le taux de fréquentation des Ecoles Primaires Publiques a favorablement augmenté, passant de 60 à 70%, dans les zones ciblées. Et ces EPP ont toutes affiché un taux de réussite de 100% aux examens du CEPE » a exposé Dôdy André Rasoahoby, Coordonnateur national du Programme cantine scolaire du ministère de l'Education nationale, afin de valoriser les enjeux dudit programme. Les bénéficiaires du programme sont généralement issus des régions Androy, Anosy et Atsimo-Andrefana. (Midi Madagasikara p.17)

ASSAINISSEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Il s'agit du principal défi du ministère de la Fonction publique à travers le programme de renforcement de l'efficacité de l'administration, financé par l'Union européenne. Le recensement biométrique des fonctionnaires a permis de dénombrier 4 000 employés « fantômes » sur tout le territoire national. Le cumul des salaires de ces individus se chiffre à 300 millions d'ariary par mois. Le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé figurent dans la liste rouge. Lors du lancement du projet « Une administration au service de tous », le ministre Jean De Dieu Maharanty a souligné que des mesures seront prises à l'endroit de ces agents étatiques irréguliers. Outre l'annulation de leurs soldes depuis juin dernier, des poursuites judiciaires pourraient également être engagées. (Les Nouvelles p.5)

LES EVÊQUES DE LA GRANDE ILE CONTRE LA TENUE DU SALON INTERNATIONAL DES MINES ET DU PETROLE DE MADAGASCAR

La conférence des Evêques de Madagascar s'oppose à la tenue du Salon international des Mines et du Pétrole, événement prévu se tenir du 23 au 25 septembre. Dans une déclaration, publiée le 6 août, Mgr Odon Marie Arsène Razanakolona, président de la Conférence pastorale sociale et caritative, rappelle que les textes législatifs, règlementaires et fiscaux relatifs au secteur extractif ne sont pas encore prêts. Dans la même lignée, aucun débat sur le sujet n'a encore été entamé, tant au niveau régional que national pour l'appropriation du processus par la population malgache et les différents acteurs du pays. Par ailleurs, il

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

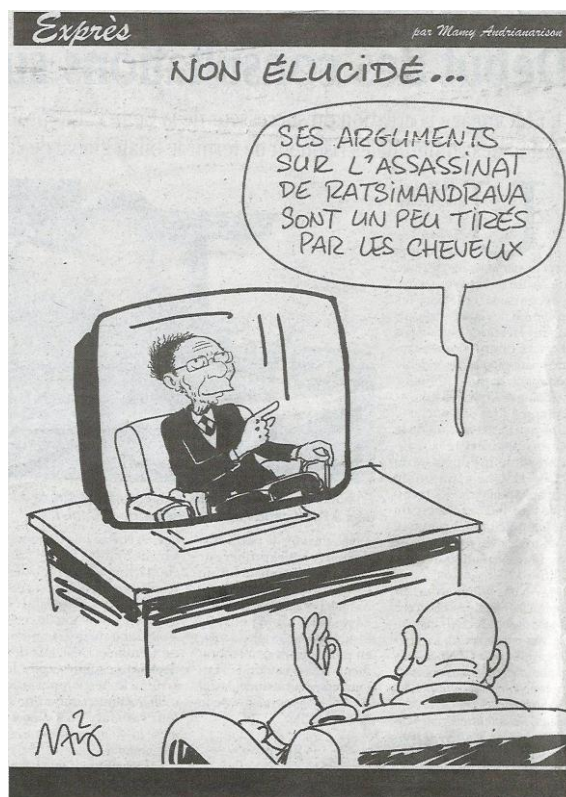
Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



s'interroge si la Grande île a au moins une vision stratégique de sa politique extractive et de ses enjeux vitaux. Ainsi la Conférence des Evêques conclut que la tenue de ce salon « n'est pas appropriée au contexte qui prévaut dans notre pays ». (Madagascar Laza p.2, Madagascar Matin p.6, La Gazette de la Grande île p.5)

- **La Gazette de la Grande île** a publié, dans ses colonnes, un extrait de l'ouvrage « État et perspectives du secteur extractif à Madagascar » écrit par la Conférence des Evêques de Madagascar qui rapporte deux cas flagrants de magouilles, perpétrées par les anciens dirigeants. (p.5)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

